

Quatre cents cadavres qui posent question

• 424 cadavres ont été découverts dans une fosse commune non signalée, à Maluku. Ce sont les voisins qui ont prévenu l'Onu.

• Interrogées par les casques bleus, les autorités congolaises parlent de dépouilles d'indigents, de fœtus et de bébés mort-nés.

• Les organisations de défense des droits de l'homme craignent qu'il s'agisse de manifestants tués par les forces de l'ordre.

Deux versions vraisemblables: quelle est la vraie?

Analyse Marie-France Cros

Tout le monde s'interrogeait, mardi, à Kinshasa, sur l'affaire des "424 cadavres de Maluku".

L'abandon de corps à la morgue d'un hôpital n'est pas invraisemblable au Congo. Comme la population est très pauvre, elle tente en effet souvent de ne pas payer les soins et les hôpitaux retiennent les dépouilles jusqu'à ce que les soins soient payés: si elles ne donnent pas un enterrement honorable à leur parent, de très nombreuses familles redoutent que son esprit revienne les tourmenter – sans compter le scandale et la honte ainsi créés. Les corps non récupérés sont ceux des trop pauvres et des sans famille à Kinshasa.

Plusieurs de nos interlocuteurs kinois trouvent cependant "suspect" que l'enterrement ait eu lieu "de nuit" et "si loin: pourquoi pas à Mbeteke, sur la route du Bas-Congo?" "D'autant que la rumeur courait depuis plus d'une semaine; c'est parce que la Monusco en a parlé que le gouvernement a reconnu les faits", dit l'un de nos interlocuteurs.

Et quelle morgue, que celle de l'Hôpital général! 424 places! La presse locale a-t-elle vérifié qu'elle est aujourd'hui vide? "On n'ose pas y aller, nous répond un de nos confrères, cette affaire crée vraiment beaucoup de tension."

Des sources kinoises trouvent cependant "suspect" que l'enterrement ait eu lieu "de nuit" et "si loin".

Une exhumation acceptée

Le ministre de l'Intérieur, Évariste Boshab, a dit accepter une exhumation si la demande en était formulée. Cela devrait rassurer sur la bonne foi des autorités.

Mais plusieurs de nos interlocuteurs n'en tirent pas la même conclusion et rappellent que lors de l'assassinat du défenseur des droits de l'homme Floribert Chebeya, en juin 2010, les ONG et la famille avaient demandé une autopsie européenne – qui avait appuyé la version de l'assassinat (aux mains de policiers, révélera le procès) plutôt que celle de la mort lors d'une rencontre sexuelle violente d'abord indiquée... "Les gens n'ont pas confiance dans la police ici", soulignent plusieurs de nos sources.

La version des ONG, pour qui il pourrait s'agir de manifestants tués est, elle

aussi, vraisemblable. "En janvier (voir ci-contre), des ONG sont allées dans les hôpitaux pour compter les morts et les blessés de la répression. Mais leurs gens ont été arrêtés! La police ne voulait pas qu'on sache combien de victimes il y avait eu", dit une de nos sources.

Plusieurs ONG avaient tout de même dénoncé le fait que les forces de l'ordre faisaient disparaître des cadavres pour diminuer artificiellement le bilan de la répression.

Une source européenne rappelle qu'avant la répression de janvier, il y en avait eu d'autres, que Kinshasa a toujours minimisées.

Répressions sanglantes

Ainsi celle d'octobre dernier: la police avait lancé une "opération Likofī", de "nettoyage" contre les voyous de la capitale. L'Onu avait recensé 9 exécutions sommaires (parfois dans la rue, en public) et 32 disparitions forcées de présumés voyous; Human Rights Watch évoquait 51 personnes tuées. Cette sanglante répression avait justifié la suspension de l'aide britannique à la police congolaise.

Et avant cette affaire, il y avait eu la répression des manifestants qui protestaient contre la fraude électorale massive qui avait rendu "non crédibles" la présidentielle et la législative de novembre 2011. Déjà alors, la police avait "enlevé" des cadavres pour tenter de cacher le nombre de victimes.

Certains, à Kinshasa, se demandent si les autorités n'ont pas enterré à Maluku des victimes de ces répressions, mêlées à des dépouilles d'indigents. "On se doute bien qu'on ne va pas autopsier les 424 corps... il suffit de placer ceux des indigents au-dessus", remarque une source.

"Ils veulent vraiment nous faire peur", commentait, pour sa part, un jeune Kinois, qui n'exclut pas que les autorités tirent un avantage du scandale, qui décourage les velléités protestataires en cette nouvelle année électorale.

En tout cas, "l'affaire ne fait que commencer", juge un journaliste kinois, sûr que des ONG vont demander l'exhumation des corps. Le ministre de l'Intérieur répondra ce mercredi à une question orale sur ce sujet.

Moïse Katumbi candidat à la présidentielle ?

L'un des sept partis de la Majorité présidentielle (MP, qui soutient l'action du président Joseph Kabila), l'Union nationale des fédéralistes du Congo (Unafec), principalement implanté au Katanga, a décidé de présenter des candidats à toutes les élections prévues au cours des dix-huit prochains mois au Congo, y compris à la présidentielle, allant à l'encontre de la ligne de la MP, ont rapporté lundi plusieurs médias.

Congrès extraordinaire à Lubumbashi

L'Unafec, dirigée par Gabriel Kyungu Wa Kumwanza, qui est également le président de l'assemblée provinciale du Katanga, principale pourvoyeuse de ressources à l'État central, a organisé dimanche

un congrès extraordinaire à Lubumbashi, chef-lieu de cette riche province cuprifère. "Non sans difficulté", selon Radio France Internationale (RFI), qui a indiqué que ce rassemblement avait d'abord été dispersé samedi matin par des hommes en uniforme, qui ont aussi tenté d'empêcher toute sortie de sa résidence à M. Kyungu.

Le congrès a néanmoins eu lieu dimanche et l'Unafec a décidé de présenter un candidat à la présidentielle de novembre 2016 ainsi qu'aux sept autres scrutins prévus lors du cycle électoral 2015-2016. L'Unafec est le premier parti de la MP à prendre une telle position, qui va à l'encontre de l'esprit de la famille politique du président Kabila.

Ce candidat serait, selon le site 7sur7.cd, le gouverneur sortant du Katanga, Moïse Katumbi. MM. Katumbi et Kyungu ont exprimé publiquement, en 2014, leur opposition à un troisième mandat – inconstitutionnel – du président Kabila. (avec Belga)

Ils ont été enterrés de nuit par les autorités, qui le reconnaissent

L'affaire est dans toutes les bouches et dans tous les journaux, à Kinshasa, depuis le week-end pascal.

Les autorités congolaises ont reconnu avoir enterré de nuit, le 19 mars, dans le cimetière de Fula-Fula à Maluku (à quelque 120 km de Kinshasa), 424 corps anonymes.

Ce sont les habitants des environs qui avaient rapporté à la Monusco (Mission de stabilisation de l'Onu au Congo-Kinshasa) que des camions bâchés avaient été amenés là vers 2h du matin et avaient déchargé des corps, enterrés dans une fosse visible seulement par la terre remuée: aucune indication qu'il s'agit d'une fosse commune n'y a été apposée.

Indigents et fœtus

Selon certaines sources, le voisinage aurait dénoncé aux casques bleus l'odeur nauséabonde qui s'échappait de l'endroit. Selon d'autres, celle-ci aurait été invoquée par les terrassiers pour éloigner les quelques voisins du cimetière venus s'enquérir de ce qui se passait.

Comme la Monusco interrogeait les autorités congolaises au sujet de cette affaire, le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, Évariste Boshab, a assuré que ces 424 corps étaient ceux d'indigents conservés longtemps à la morgue de l'hôpital général de Kinshasa (ex-Mama Yemo) et inhumés à la demande de la direction de l'établissement hospitalier. "Parmi ces morts figuraient des fœtus et des mort-nés ramassés par-ci

par-là dans différents quartiers", a ajouté M. Boshab.

Plusieurs ONG indiquent cependant officiellement qu'il pourrait s'agir d'opposants tués en janvier.

Répression très violente

Durant près d'une semaine, en janvier, des manifestations avaient eu lieu dans plusieurs villes du pays – et particulièrement à Kinshasa – pour dénoncer un projet de révision de la loi électorale perçue par la population congolaise comme une tentative de permettre le maintien au pouvoir du président Joseph Kabila au-delà de ce que la loi lui permet. Ayant échoué à modifier la Constitution, qui interdit au président de se présenter à un troisième mandat, le pouvoir exigeait un recensement préalable qui, dans cet immense pays sous-équipé, aurait, de facto, permis au chef de l'État de se maintenir plusieurs années à son poste. Sous la pression des manifestations de protestation, cette partie du texte a été abandonnée.

Mais la répression avait été très violente: des chars avaient été utilisés; la police était entrée dans les maisons des quartiers populaires et dans les dortoirs d'étudiants pour procéder à des arrestations; des rafles de jeunes gens avaient été opérées avant qu'ils soient emmenés "vers une destination inconnue", selon l'opposition. Les autorités avaient reconnu 12 morts (42 selon la Fédération internationale des droits de l'homme) et 343 arrestations.

"Parmi ces morts figuraient des fœtus et des mort-nés ramassés par-ci par-là dans différents quartiers."

ÉVARISTE BOSHAB

Le ministre de l'Intérieur a indiqué que les 424 corps étaient principalement ceux d'indigents, évacués de la morgue de l'Hôpital général de Kinshasa à la demande de ce dernier.